



I. Introduction

L'Association Mauritanienne pour la santé de la mère et de l'Enfant (AMSME), est une organisation non gouvernementale apolitique et à but non lucratif reconnue officiellement par l'état en vertu du récépissé numéro 0014 du 09 /02 /2000 remplacé par le récépissé N° FA010000212707202202909, après la loi organisant la société civile et fixant ses attributions et l'organisation de son administration centrale.

Elle a pour mission d'assurer l'appui aux groupes vulnérables, la promotion des droits des femmes et des enfants et leurs pleines participations au processus du développement économique et social.

Elle œuvre entre autres dans le domaine du droit à la santé reproductive, la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants, la lutte contre la pauvreté, les droits humains et un plaidoyer soutenu et continu auprès des décideurs.

La mission fondamentale de l'AMSME reste la prise en charge totale des abus liés aux droits des femmes et des enfants vulnérables ou en situation de détresse.



II. Domaines d'intervention



Éohtalité du oftenre/Éohtalité des sexes

Accès à la Santé



Droits Humains /Protection

III. Zones d'interventions

L'AMSME dispose de 08 antennes à l'intérieur du pays

- **Néma**
- **Bassiknou**
- **Aioun**
- **Kaédi**
- **M'Bout**
- **Aleg**
- **Nouadhibou**
- **Zouëratt**



IV. AMSME dispose de 3 prooftrammes



Prooftramme : Protection



Prooftramme :Droit à la Santé



Prooftramme : Plaidoyer et oftenre

IV. Partenaires financiers des prooftrammes de 2024



UNICEF

ONU FEMMES/Pays Bas



Union Européenne

Union Européenne/MDM



Union Européenne/Projet SEMAH

AECID/MDM



Canton de Genève/DEI



Miraclefeet



Smile train



Medicus Mundi

V. Partenaires techniques des prooftrammes 2024



UNFPA



HCDH

VI. Partenaires privés /Sponsors

Mauritel



Mattel



VII. Partenaires oftouvernementaux



**Ministère de l'Action Sociale de l'Enfance et de la Famille-
CDHAHRSC - Ministère de la santé - Ministère de la justice
Police - Gendarmerie**



VII. Contexte des violences basées sur le genre

En Mauritanie, l'agression à caractère sexuel est généralement perçue comme faisant partie de la problématique plus globale de la violence faite aux femmes et aux enfants, problématique qui s'inscrit au cœur d'une société qui, de par son histoire, a perpétué des rapports inégaux entre les hommes et les femmes.



Bien que toutes les femmes soient susceptibles de vivre un jour ou l'autre une agression à caractère sexuel, les études et recherches effectuées sous divers cieux, s'accordent toutes que certaines femmes, particulièrement les filles mineures et même certains garçons étonnamment mineurs sont, généralement, plus vulnérables à de telles agressions souvent caractérisées par la non dénonciation favorisant parfois une culture de silence totale.

Les données disponibles relatives aux violences sexuelles demeurent éparses et circonscrites territorialement et la situation des enfants et des femmes qui en sont victimes est insuffisamment documentées et le sujet est demeuré longtemps tabou pour cause de préjugés sociaux et de l'implacable loi du silence sous laquelle prospère ces abominables crimes.

Il est pourtant fermement admis que les agressions sexuelles sont lourdes de conséquences sur la santé mentale et physique des victimes et, qu'en raison précisément de telles conséquences, elles constituent aujourd'hui, un délicat problème de santé publique.

En dépit d'une opinion publique spontanément concernée et solidaire, le mouvement concret d'aide aux victimes demeure insuffisant, inégalement présent sur le territoire national et diversement pris en compte par les pouvoirs publics et les organisations de la société civile.

De droit mauritanien, section nationale de Défense des Enfants International » (DEI) et jouissant du statut de l'ECOSOC auprès des Nations Unies, l'Association Mauritanienne pour la Santé de la Mère et de l'Enfant (AMSME) agit depuis plus de deux décennies auprès des femmes et enfants exposés ou victimes de VBG et particulièrement, les violences sexuelles et a mis en œuvre, à leur profit, grâce à l'appui de divers partenaires, de multiples actions tendant à la promotion et à la protection de leurs droits, ainsi qu'à la prévention de telles agressions.

L'intervention de l'AMSME a, dans le même sillage, révélé le caractère particulièrement probant de la démarche suivie par les Centres El Wafa- autres piliers de l'association - dans le cadre des stratégies développées pour une prise en charge adéquate et individualisée des victimes des violences basées sur le genre.



L'évaluation périodique du dispositif mis en place par l'organisation et les études et analyses périodiques des enquêtes sociales des victimes de violences sexuelle prise en charge dans les différents centres et la ligne verte 1013 de l'organisation ont révélés ce qui suit :

- Le viol qui entraîne la perte de la virginité continue de hanter les mères des fillettes et des jeunes filles à cause de la forte demande de filles vierges en mariage mais aussi des sanctions traditionnelles contre les filles ayant été victimes du viol notamment la simplification des procédures de mariage.**
- Les raisons avancées pour tenter d'excuser les violeurs tournent autour des arguments suivants : Le non-respect des codes vestimentaires, l'excès de mobilité sociale, la fréquentation des lieux exposant les filles au regard des hommes, la fréquentation et la complicité avec les hommes. Cependant l'argumentaire qui revient le plus au niveau de la bouche des parentes des filles victimes du viol est le manque de moyens c'est dire l'extrême pauvreté qui fait que leurs filles sont exposées. « Nous ne pouvons pas les surveiller et les contrôler car nous faisons de petits boulots pour survivre et les filles sont laissées à elles-mêmes »**

Une telle vulnérabilité pousse les parentes des filles victimes du viol à accepter certains arrangements financiers. Face au ressenti de calculabilité, les parents tentent de se dédouaner en mettant tout au compte de la pauvreté. Les filles sont obligées de sortir et cette extrême mobilité fait d'elles des proies des agresseurs sexuels. Par ailleurs, les situations de précarité constituent un des facteurs directs des violences sexuelles comme le viol. En effet, pratiquement tous les viols ont eu lieu dans les banlieues et les quartiers pauvres des grandes villes.

- La situation sociale des filles victimes du viol**

Aucune communauté culturelle mauritanienne n'est épargnée et toutes les filles victimes du viol sont issues des milieux extrêmement pauvres. La précarité économique et sociale est un facteur déterminant dans les agressions sexuelles. La cellule familiale traditionnelle qui pouvait contenir tous les membres de la famille s'est disloquée.

Malgré toutes les campagnes menées, la déconstruction de la perception des violences sexuelles et des filles /femmes victimes du viol dans l'imaginaire des populations mauritaniennes continue de rencontrer de très fortes résistances.

- Les réticences des familles des filles/femmes victimes du viol pour porter plainte ne reposent pas exclusivement sur la honte mais aussi sur l'attitude néoformatrice des systèmes judiciaire et juridique qui qualifient souvent le viol comme un adultère (ZINAA).
- La culture du silence et l'indifférence sociale constituent deux entraves majeures à la lutte contre les personnes qui ont commis un viol. On note une absence de mobilisation communautaire face à la montée des viols accompagnée de meurtre.
- La décision juridique face au cas de viol avéré. Il y a lieu de s'interroger pour comprendre le peu de cas de viol qui atterrit devant la police. En effet, on note 25% de plaintes et 61% de dossiers en cours d'instruction et nul n'ignore que durant cette phase de parcours juridique tous les leviers familiaux et communautaires sont mis en mouvement pour le retrait de la plainte ou le classement du dossier sans suite. Mieux on constate aussi que 14% des cas de viol ont été étouffés suite à un arrangement.
- L'âge et l'appartenance culturelle des auteurs.

On note que 76% des auteurs ont entre 16 et 22 ans et seuls 24 % sont des adultes. C'est dire que si les réponses pénales s'imposent ; un grand effort doit être fait pour aider ces jeunes à se reconstruire et à se réinsérer au sein de la société. Il va donc falloir les scolariser et leur donner une formation professionnelle appropriée. La variable appartenance culturelle montre que les auteurs sont issus de toutes les communautés culturelles mauritaniennes

PROTÉGER LES ENFANTS ET LES FEMMES ET PROMOUVOIR UN ENVIRONNEMENT RESPECTUEUX DE LEURS DROITS.



séance de sensibilisation communautaire-Bassiknou - Aout-2024

IX. Résumé des principales réalisations de l'année 2024

AMSME dispose de huit (8) centres de prise en charge des victimes des violences sexuelles et VBG à Nouakchott, Nouadhibou, Aioun, Kaédi, Mbout Aleoft et Néma ; ainsi que huit antennes réparties dans 7 Wilayas : Hodh Charoftui, HodhEloftarbi, Goroftol, Brakna, Nouadhibou, Tiriszemour

1) Prestations fournies aux centres El Wafa

Accueil et Accompagnement

Assistance sanitaire : (dépistages du VIH/SIDA, Faire le test de grossesse et l'administration de la pilule du lendemain pour prévenir une éventuelle grossesse)

Assistance Psychologique

Le centre El Wafa dispose d'un psychologue et d'un psychologue qui s'occupent du suivi psychologique. Trois principales consultations sont faites par semaine (L'entretien individuel avec la survivante, Groupe de paroles avec les survivantes et leurs familles et le suivi des survivantes)

Assistance sociale et familiale

(Conseils aux parents sur l'importance de la réinsertion dans la famille, la continuité de la scolarité ou du travail, Connaître la situation de la survivante au sein de sa famille , faire l'enquête sociale et s'assurer que la survivante dispose d'une pièce d'Etat civil.

Assistance scolaire et éducative

(Des Cours d'appui scolaires, Un Suivi au niveau de l'école fait par les parents rapporté à l'assistante sociale et cours d'alphabétisation pour les survivantes non scolarisées)

Assistance juridique

(conseils juridique, assistance judiciaire et Défense des dossiers)

Réinsertion économique (La formation professionnelle et la création des AGR)



2) Données oftlobales de l'AMSME 2024



L'AMSME-DEI a pris en charofte dans ces huit antennes pour l'année 2024 1428 cas de femmes et enfants victimes ou exposés à des violences basées sur le oftenre VBG ainsi que des incidences de protection répartis comme suit :

a) filles et 49 oftartçons en plus de 118 femmes adultes

b) 08 cas de mariaoftes précoces

c) 74 Cas de violences conjuoftales

d) 126 cas de violences physiques dirioftées contre des filles et des femmes

e) 112 cas d'enfants en conflit avec la loi

f) 680 cas assistés par la lioftne verte 1013 réparti comme suit :

17 cas de violences sexuelles « orientés vers les centres El Wafa pour la prise en charofte et comptabilisés parmi les 428 victimes de violences sexuelles »

39 victimes de violences conjuoftales

01 fille victimes de mariaofte précoce

01 violences physiques dirioftées contre des filles domestiques

07 violences physiques

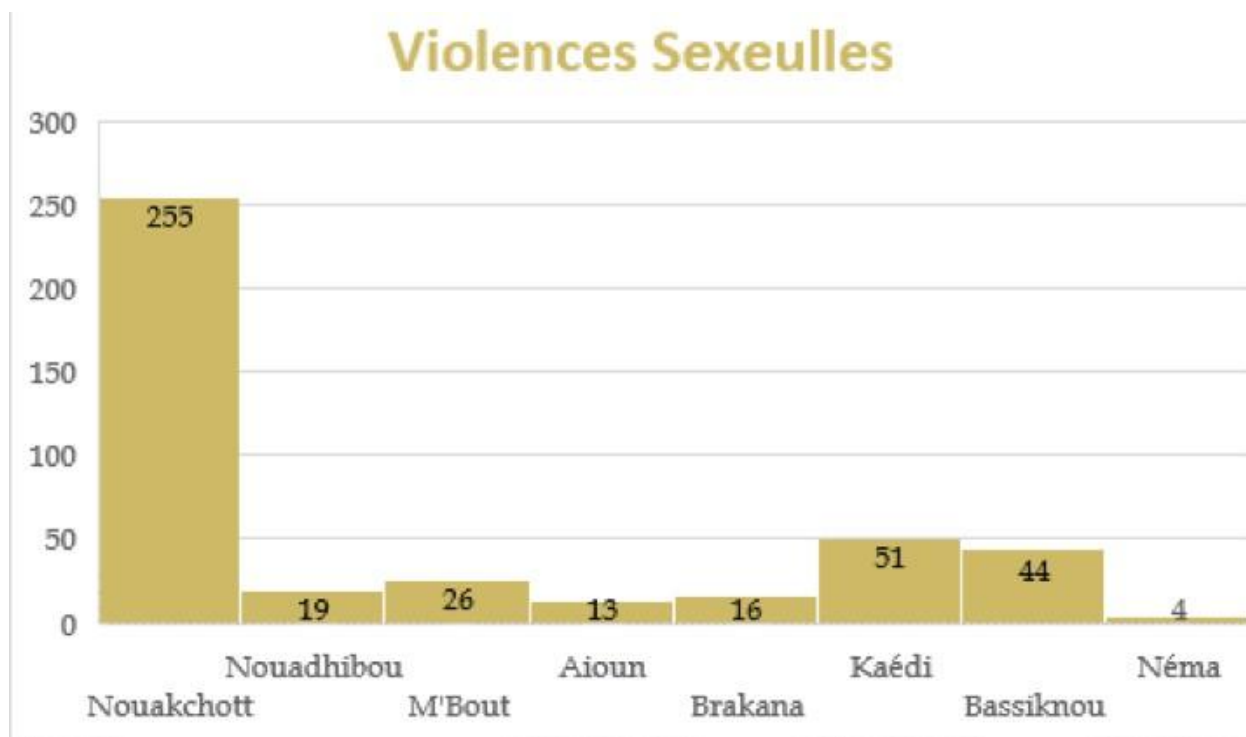
615 cas demandant les informations sur (les pensions alimentaires, la prise en charofte des enfants orphelins, la prise en charofte des enfants porteurs de la fente labio-palatine ; MGF etc...)

a) Détails des cas assistés par zone :

Violences sexuelles

255 cas de violences sexuelles à Nouakchott
19 cas de violences sexuelles à Nouadhibou
26 cas de violences sexuelles à M'Bout
13 cas de violences sexuelles à Aioun

16 cas de violences sexuelles à Brakana
51 cas de violences sexuelles à Kaédi
44 cas de violences sexuelles à Bassikounou
04 cas de violences sexuelles à Néma



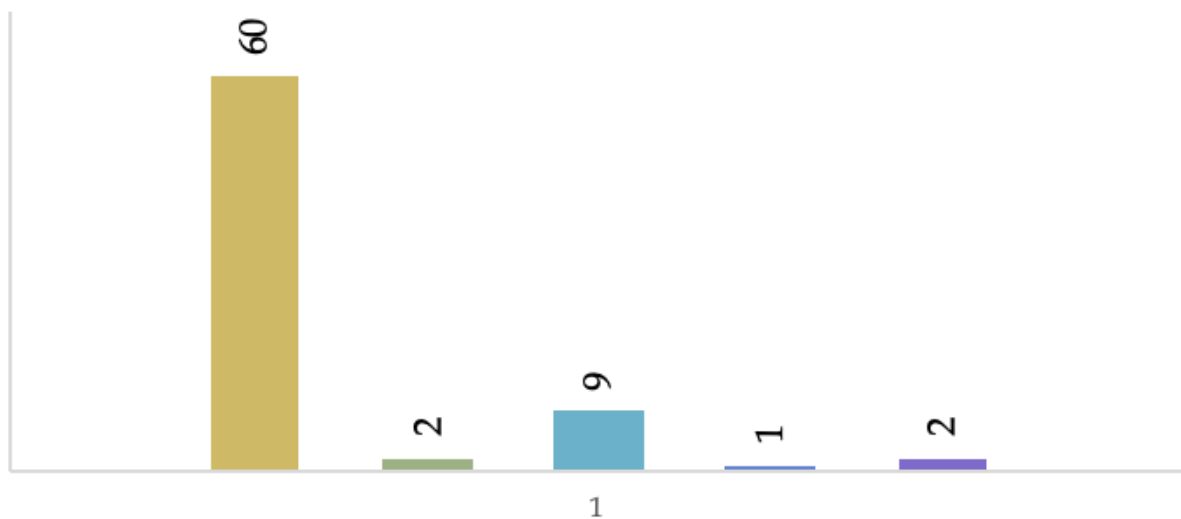
Violences Conjuoftales

60 cas de violences conjuoftales à Nouakchott
02 cas de violences conjuoftales à Nouadhibou

09 cas de violences conjuoftales à Mbout
01 cas de violences conjuoftales à Bassiknou
02 cas de violences conjuoftales à Brakna

VIOLENCE CONJUGALE

■ Nouakchott ■ Nouadhibou ■ M'Bout ■ Bassiknou ■ Brakana



Violences physiques

30 cas de violences physiques contre des filles à Nouakchott

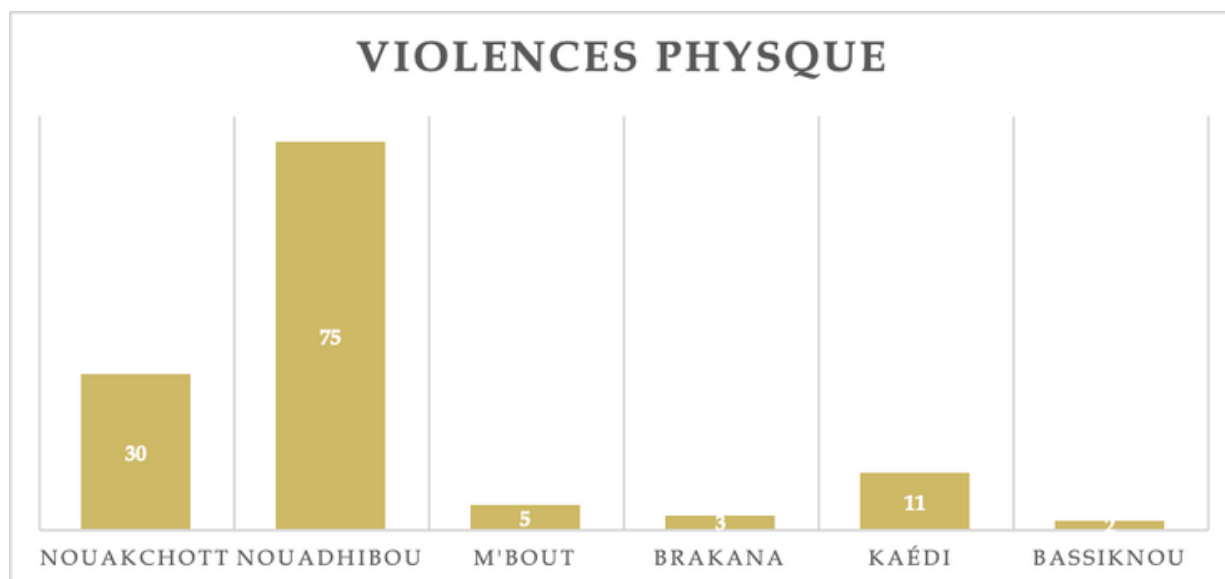
11 cas de violences physiques à kaédi

75 cas de violences physiques à Nouadhibou

03 cas de violences physiques à Brakna

02 cas de violences physiques à Bassiknou

05 cas de violences physiques à Mboutt



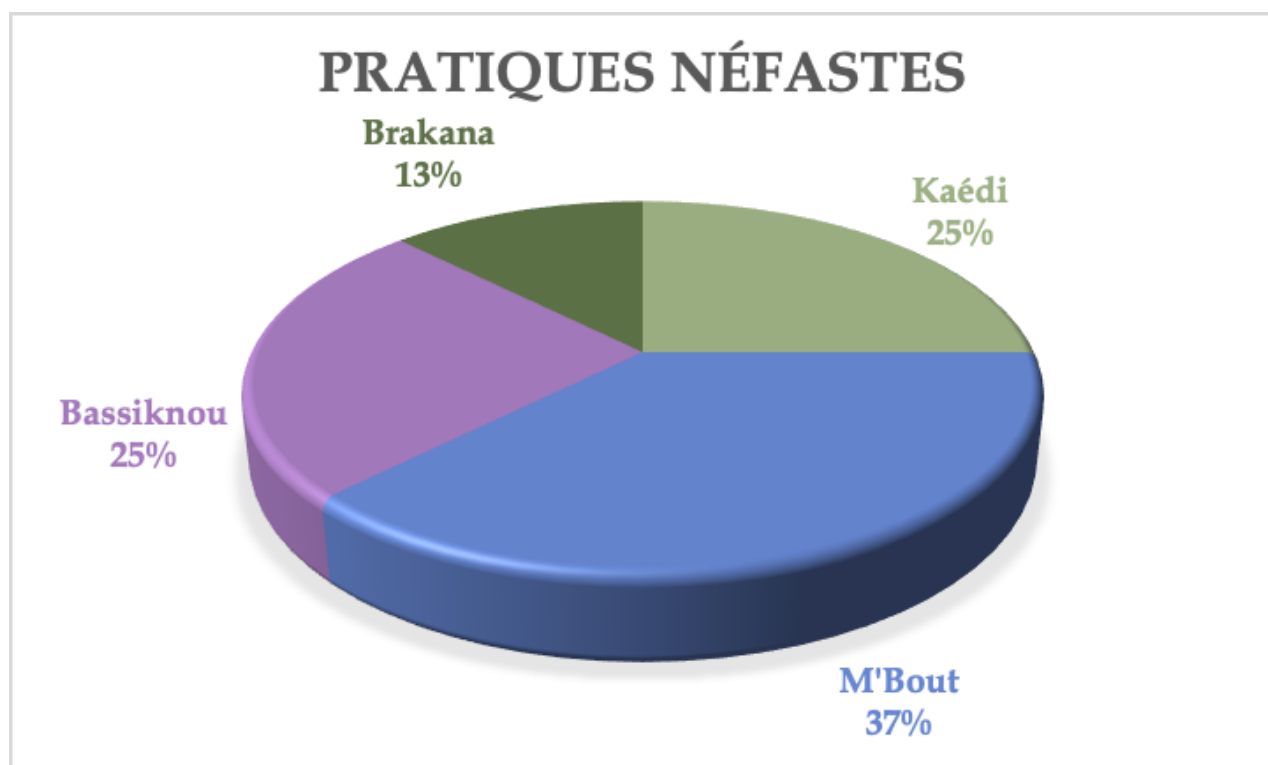
Pratiques néfastes

02 cas de mariaofte précoce à Bassiknou

01 cas de mariaofte précoce à brakna

02 cas de mariaofte précoce à kaédi

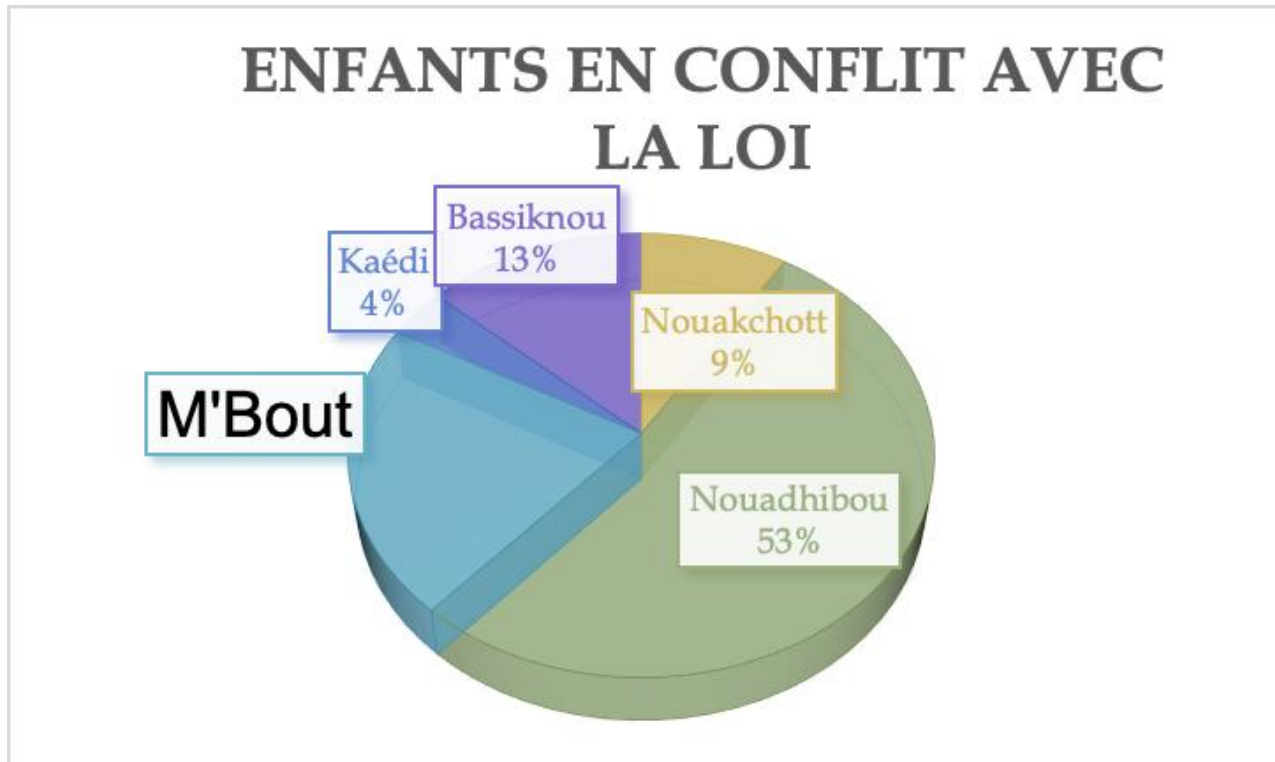
03 cas de mariaofte précoce à Mboutt



Enfants en conflit avec la loi

10 enfants en conflits avec la loi à Nouakchott
 24 enfants en conflits avec la loi à Mbout
 59 enfants en conflits avec la loi à Nouadhibou

04 enfants en conflits avec la loi à kaédi
 15 enfants en conflits avec la loi à bassiknou



X. Assistance par la ligne verte

107 enfants sans état civil dont 37 ont reçu leurs état civil et 70 sont en cours à Nouakchott
 615 cas demandant les informations et autres à Nouakchott

XI. Profil des auteurs

457 auteurs de violences sexuelles répertoriés en 2024

Parents :	61
Voisin:	114
Amis de la famille :	35
Voleurs :	01
Taximan :	06
Boutiquier :	08
Officiers de la garde :	02
Mari de la Mère :	01
Marabout :	13
Mécanicien :	03
Inconnu :	127
Père :	06

Les coupables de violences conjugales pour l'année 2024 sont au total de : 74

Les coupables de mariage précoce pour l'année 2024 sont au total de : 08

Les coupables de violences physiques pour l'année 2024 sont au total de : 126

XII. Résultats du suivi Juridique

Total des dossiers suivis devant la police/ Gendarmerie : 572

**Total des dossiers suivis devant les différentes cours
(correctionnelle et criminelle) : 205**

NKTT : 137

Brakna : 16

Kaédi : 09

NDB : 43

Total de RETRAIT DES PLAINTES : 91

Total des dossiers en instruction : 169

Total des dossiers transférés devant les différentes cours : 57

Total des dossiers classés sans suite : 50



Total des dossiers jugés : 96

58 dossiers à Nouakchott

22 dossiers à Nouadhibou

08 dossiers à Kaédi

08 dossiers à Brakna



Les peines



Les peines varient entre 01 à 15 années de prison

10 dossiers condamnés à 01 années de prison ferme

11 dossiers condamnés à 02 années de prison ferme

02 dossiers condamnés à 03 années de prison ferme

06 dossiers condamnés à 4 années de prison ferme

16 dossiers condamnés à 5 années de prison ferme

03 dossier condamné à 6 années de prison ferme

04 dossier condamné à 8 années de prison ferme

14 dossier condamné à 10 années de prison ferme

01 dossier condamné à 15 années de prison ferme

07 Suspects ont été libérés par la cour par manque de preuve

XIII. Survivantes de violences sexuelles qui ont eu des oftrossesses

Total des survivantes qui ont eu une oftrossesse après un viol



74

46 oftrossesses à Nouakchott

28 oftrossesses à l'intérieur du pays

XIV. Recommandations :

- 1) Il est devenu important est uroftent de voter la loi protéofteant les femmes et les filles ainsi que les oftarçons contre les violences basées sur le oftenre y compris la violence sexuelle***
- 2) Nous plaidons auprès du oftouvernement pour multiplier les centres d'accueils des victimes et appuyer les centres de prise en charofte relevant de la société civile***
- 3) Renforcer les capacités des médecins, juoftes, avocats, police et oftendarmerie sur la oftestion des cas des VBG***
- 4) Développer l'approche communautaire pour un chanoftement des mentalités qui entourent les tabous concernant les violences sexuelles***

Ce rapport est le fruit du travail spécifique de l'AMSME pour l'année 2024 sa diffusion partielle ou totale est interdite sans la mention de la source et peut être l'Objet de poursuite judiciaire

Le rapport détaillé des activités sera sur le site de l'AMSME www.amsme.org très prochainement

Téléphone : (+222) 45293296/(+222) 49901931

Numéro Vert :1013

E-mail : amsme99@yahoo.fr

Site web : www.amsme.org

<http://www.latef1013.org>

BP : 4529